Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE SETE
1 QUAI LOUIS PASTEUR - 34200 SETE

RECEPISSE DE DEPOT

THEMIS CONSEILS
17 RUE LEJEUNE
31000 TOULOUSE

V/REF :
N/REF : 2007 B 38 / 2007-A-587

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE SETE certifie qu'il a reçu le 30/04/2007,

P.V. d'assemblée du 28/02/2007
- Augmentation de capital

PV du Directoire du 07/03/2007
- CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL

Statuts mis à jour

Concernant la société

GROUPE LAROSA
Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance
ZI DES EAUX BLANCHES
34200 SETE

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-587 le 30/04/2007

R.C.S. SETE 490 491 677 (2007 B 38)

Fait à SETE le 30/04/2007,

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE SETE (HERAULT)

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE SETE
Le 26/03/2007 Bordereau n°2007/156 Case n°7
Enregistrement : 500 €
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agente
Pénalités :

Ext 634

L'Agent des Impôts
Mme LIARDO-JUILLET

GROUPE LAROSA

ciété Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2.326.624 €
Siège social : Z.I. des Eaux Blanches
34200 SETE

RCS SETE 490 491 677

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 28 FEVRIER 2007

Certifié conforme

L'an deux mille sept,
Le vingt huit février,
A quatorze heures,

Les Actionnaires de la Société **GROUPE LAROSA**, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 2.326.624 € divisé en 2.326.624 actions de 1 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Directoire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Renaud du LAC, en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance.

L'IRDI, représentée par Monsieur Nicolas CHARLEUX, et la SORIDEC, représentée par Monsieur Marc DELATTRE, les deux actionnaires représentant le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Jean-Luc RUMEAU est désigné comme secrétaire.

Le cabinet AXIOME AUDIT, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents possèdent plus du quart des actions ayant le droit de vote. En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence et la liste des actionnaires,
- le rapport du Directoire,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions. L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du Rapport du Directoire,
- Lecture des Rapports du Commissaire aux Comptes,
- Augmentation du capital social de la Société par émission d'actions ordinaires à bons de souscription d'actions, fixation des conditions et des modalités de l'opération, suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée, délégations de pouvoirs,
- Augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L.443-5 du Code du Travail,
- Modification corrélative des statuts et adoption de la version modifiée,
- Pouvoirs à conférer.

Le Président donne lecture du rapport du Directoire.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial du commissaire aux comptes, après avoir constaté l'accord préalable des porteurs d'obligations émises par la Société:

- décide, sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution ci-après concernant la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital de 100.000 euros, pour le porter de 2.326.624 euros à 2.426.624 euros, par l'émission de 100.000 actions nouvelles ordinaires à bons de souscription d'actions ordinaires dits BSA -à raison d'un bon de souscription d'actions ordinaires par action ordinaire émise- (ci-après désignées les « ABSA »). Les 100.000 actions ordinaires à bons de souscription d'une valeur nominale de un euro chacune, sont émises au pair, soit au prix de un euro par action, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, lors de la souscription, en totalité ;

- décide qu'à chaque action ordinaire émise aux termes de la présente résolution sont attachés un bon de souscription d'action ordinaire, émis à titre gratuit, dont les caractéristiques sont mentionnées dans le document annexé au présent procès-verbal,

- décide par conséquent l'émission des 100.000 bons de souscription attachés aux 100.000 actions nouvelles émises selon les conditions dans le document annexé au présent procès-verbal,

- décide que la souscription des actions et des bons sera reçue du 1er mars 2007 au 8 mars 2007 inclus, au siège social ; si à cette date la totalité des souscriptions et versements exigibles n'avait pas été recueillie, la décision d'augmentation de capital serait caduque ; la souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites ;

- décide que les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur émission,

décide que les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, au compte ouvert au nom de la société dans les livres de la Banque CREDIT AGRICOLE DU MIDI, Agence Montpellier Entreprise, CS 79506, 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 sur un compte « Augmentation de capital » ouvert à cet effet par la société,

- décide que la réalisation d'une opération nécessitant la protection des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital fera l'objet d'un avis dans les conditions légales et réglementaires en vigueur,

- décide, en conséquence, l'émission des actions ordinaires auxquelles donnera droit l'exercice des bons émis,

- constate et accepte en outre, conformément aux dispositions de l'article L 225-132 du code de commerce, que l'émission des actions nouvelles de la société sur exercice des bons emporte de plein droit au profit des titulaires des ABSA renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles ordinaires émises du fait de l'exercice des bons,

- décide que les actions nouvelles ordinaires remises aux souscripteurs lors de l'exercice des bons seront soumises à toutes les dispositions statutaires et seront assimilées aux actions ordinaires anciennes et porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice au cours duquel les bons seront exercés. Après paiement du dividende afférent à l'exercice antérieur ou s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de cet exercice, elles seront entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes, et comme celles-ci, soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales.

- Adopte, dans son ensemble le texte du document contenant les caractéristiques des ABSA,

En conséquence de l'émission des 100.00 BSA, l'assemblée générale autorise, du fait de l'émission de ces BSA, une augmentation de capital de 250.000 €uros maximum, au delà de l'augmentation de capital immédiate de 100.000 euros, par émission de 250.000 actions ordinaires nouvelles de un euro de valeur nominale, conformément aux modalités d'émission d'exercice des BSA décrites en annexes.

Conformément aux dispositions de l'article L 228-103 du Code de Commerce, les propriétaires des bons de souscription d'actions seront groupés en masses jouissant de la personnalité civile conformément à la Loi. Lesdites masses procéderont à la nomination d'un représentant de chaque masse, à l'issue de la souscription à la diligence du Directoire.

L'assemblée générale prend acte que la souscription des ABSA étant réservée à un bénéficiaire unique, le représentant de la masse sera désigné dès qu'il y aura pluralité de titulaires.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale confère tous pouvoirs au Directoire et à son Président pour recueillir les souscriptions aux actions nouvelles et bons ainsi que les versements y afférents, ou établir tout arrêté de compte de la société, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission des ABSA et de ses suites et notamment pour arrêter les autres conditions ou modalités accessoires, recueillir les souscriptions et les versements correspondants, procéder aux augmentations du capital social résultant de l'exercice des bons, constater la réalisation définitive de l'émission des bons ainsi que le nombre et le montant des actions émises par exercice des bons, apporter aux statuts les modifications en découlant et remplir toutes formalités consécutives.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs à Monsieur Renaud DU LAC pour signer tous contrats d'émission.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial du commissaire aux comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription attribué aux actionnaires par l'article L 225-132 du code de commerce et de réserver la souscription des 100.000 actions nouvelles à émettre au titre de la première résolution et des bons de souscription qui y sont attachés au profit de Monsieur Jean-Luc Rumeau lequel aura seul le droit de souscrire aux 100.000 Actions ordinaires à Bons de Souscription d'actions nouvelles à émettre au titre de l'augmentation de capital objet de la résolution qui précède et des 100.000 bons y attachés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, Monsieur Jean-Luc Rumeau n'ayant pas pris part au vote.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts à compter de la date de réalisation des augmentations de capital décidées sous les résolutions qui précèdent :

ARTICLE 6 - APPORTS

« Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme en numéraire de 37.000 € intégralement libérée. L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juin 2006 a augmenté le capital social de 2.289.624 €, qui ont été libérés à concurrence de 2.088.000 € par des apports en numéraire et à concurrence de 201.624 € par des apports en nature. L'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2007 a augmenté le capital de 100.000 €uros, libérés en totalité par des apports en numéraire.»

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de 2.426.624 €, divisé en 2.426.624 actions de un euro chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, agissant pour se conformer aux dispositions de l'article L-225-129-6 du Code de Commerce, autorise le directoire à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les conditions visées à l'article L443-5 du Code du Travail et sur ses seules décisions, par émission d'actions à souscrire en numéraire réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise institué à l'initiative de la société.

Elle fixe le plafond maximum de l'augmentation de capital pouvant intervenir par utilisation de la présente autorisation à 3% du montant du capital social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation,

Cette autorisation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet d'arrêter les modalités des opérations à intervenir, et notamment déterminer le prix d'émission des actions

nouvelles ; elle lui confère tous pouvoirs à l'effet de constater l'augmentation de capital réalisée en exécution de la présente autorisation.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

ANNEXE 1
CONDITIONS D'EXERCICE DES BSA

1. Date d'exercice

Les BSA seront exerçables en cas de survenance d'un Evènement Déclencheur suivant les modalités définies au point 2. ci-dessous, étant précisé qu'en cas de Départ du manager avant la survenance d'un Evènement Déclencheur, celui-ci ne pourra pas exercer ses BSA.

2. Modalités d'exercice des BSA

La totalité des BSA est exerçable sous le respect des 2 conditions cumulatives suivantes :

- survenance d'un Evènement Déclencheur,
- amortissement de la totalité des obligations convertibles suite à la mise en œuvre de l'Engagement de non conversion.

Le nombre d'Actions souscrites par exercice des BSA exerçables est déterminé en fonction du TRI de Sortie réalisé par les Investisseurs lors de la survenance d'un Evènement Déclencheur de la façon suivante :

TRI de Sortie	**Nombre d'actions souscrites par exercice d'un BSA exerçable**
≤ 27,50 %	0
27,50 % ≤ TRI de Sortie ≤ 40 %	$\left(\frac{TRI\ de\ Sortie - 27{,}50\ \%}{12{,}50\ \%}\right) x 2{,}5$
> 40 %	2,5

La mise en œuvre du mécanisme décrit ci-dessus sera, le cas échéant, nulle ou partielle, de façon à ne pas ramener le montant perçu par l'Investisseur au titre de la cession de ses actions (y compris celles résultant de la conversion de ses OC) et du remboursement de tout ou partie de ses obligations à un montant inférieur au double du montant qu'il a investi.

3. Caducité

Les BSA deviendront caducs de pleins droit à l'issue d'une période de dix (10) ans à compter de la date de souscription des ABSA

Exemples

Au 28 février 2007 après souscription des ABSA objets de la présente AGE :

	Nombre d'actions	Nombre d'OC
Investisseurs financiers	1 974 997	1 975 000
Total	2 426 624	2 176 624

Montant total investi par les Investisseurs financiers = 3 949 997 € **(x 2 = 7 899 994)**

1. **Sortie au 31/12/07 et prix proposé pour 100% du Capital dilué égal à 9 650 000 €**

Flux constatés par les Investisseurs financiers

		Avant ajustement	Après amortissement des OC	Après amortissement des OC et exercice des BSA avant limitation	**Après amortissement des OC et exercice des BSA après limitation**
30/06/06	Investissement	- 3 949 997	- 3 949 997	- 3 949 997	**- 3 949 997**
31/12/06	Intérêt OC	59 250	59 250	59 250	**59 250**
31/12/07	Intérêt OC	118 500	118 500	118 500	**118 500**
31/12/07	Cession actions	8 124 823	5 919 501	5 551 079	**5 743 294**
31/12/07	Amortissements OC	0	2 156 700	2 156 700	**2 156 700**
	Montant total perçu par les Investisseurs financiers	8 124 823	8 076 201	7 707 779	**7 899 994**
TRI		64,37%	63,72%	58,81%	**61,38%**
Nombre de BSA exercés		0	0	250 000	**113 470**

2. **Sortie au 31/12/10 et prix proposé pour 100% du Capital dilué égal à 20 000 000 €**

Flux constatés par les Investisseurs financiers

		Avant ajustement	Après amortissement des OC	**Après amortissement des OC et exercice des BSA avant limitation**	Après amortissement des OC et exercice des BSA après limitation
30/06/06	Investissement	- 3 949 997	- 3 949 997	**- 3 949 997**	- 3 949 997
31/12/06	Intérêt OC	59 250	59 250	**59 250**	59 250
31/12/07	Intérêt OC	118 500	118 500	**118 500**	118 500
31/12/08	Intérêt OC	118 500	118 500	**118 500**	118 500
31/12/09	Intérêt OC	118 500	118 500	**118 500**	118 500
31/12/10	Intérêt OC	118 500	118 500	**118 500**	118 500
31/12/10	Cession actions	16 839 012	13 918 062	**12 815 137**	12 815 137
31/12/10	Amortissements OC	0	2 630 700	**2 630 700**	2 630 700
	Montant total perçu par les Investisseurs financiers	16 839 012	16 548 762	**15 445 837**	15 445 837
TRI		39,84%	39,32%	**37,27%**	37,27%
Nombre de BSA exercés		0	0	**246 896**	246 896

4. Définitions

Départ du manager

Le Départ du manager désigne la cessation par le Manager de toute fonction de mandataire social au sein de la société Groupe Larosa et/ou de ses filiales pour les raisons suivantes : décès, invalidité permanente (de 2ème ou 3ème catégorie au sens de l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale), mise à la retraite, départ à la retraite, révocation, licenciement ou démission.

Engagement de non conversion

L'Engagement de non conversion s'entend de l'Engagement signé en date du 29 juin 2006 entre les associés de la société Groupe Larosa et modifié par l'Avenant du 28 février 2007

Evènement déclencheur

Il sera donné effet aux engagements de non-conversion ci-dessus dès la survenance de l'un des événements suivants (les "Evénements Déclencheurs")

(a) la Cession Majoritaire,

(b) La Société informe ses actionnaires qu'elle a décidé de procéder à l'admission de ses actions sur un marché réglementé.

TRI de Sortie

Le TRI de Sortie désigne le taux d'intérêt annuel égal à : $(1 + \text{TRI Quotidien})^{365} - 1$ quand :

«TRI Quotidien" désigne le taux d'intérêt quotidien tel que la somme de tous les Décaissements actualisés à la Date de Calcul soit égale à la somme de tous les Encaissements actualisés à cette même date.

Les expressions "Décaissements actualisés" et "Encaissements actualisés" s'entendent (i) s'agissant des Décaissements, de la somme du montant de ces Décaissements et du montant des intérêts qu'auraient produits ces Décaissements s'ils avaient été rémunérés à un taux d'intérêt quotidien capitalisé égal au TRI Quotidien entre la date à laquelle ces Décaissements ont été versés et la Date de Calcul et (ii) s'agissant des Encaissements, de la somme du montant de ces Encaissements et du montant des intérêts qu'auraient produits ces Encaissements s'ils avaient été rémunérés à un taux d'intérêt quotidien capitalisé égal au TRI Quotidien entre la date à laquelle ces Encaissements ont été perçus et la Date de Calcul.

"Décaissements" désigne :

(a) toute somme en numéraire versée par chaque Obligataire pour souscrire ou acquérir des valeurs mobilières de la Société ; et

(b) plus généralement, toute somme ou valeur investie par chaque Obligataire en relation avec sa participation dans la Société, notamment toute avance en compte courant à la Société ou à des sociétés contrôlées par la Société.

"Encaissements" désigne :

(a) toute somme en numéraire perçue par les Obligataires de la Société ;

(b) toute somme en numéraire perçue par les Obligataires à l'occasion d'une ou plusieurs Cessions Minoritaires ;

(c) au titre de la Cession Majoritaire, le produit du Nombre d'Actions après conversion de la totalité des OC détenues par les Obligataires par le Prix par Action;

(d) au titre d'une Introduction de la Société, le produit du Nombre d'Actions après conversion de la totalité des OC détenues par les Obligataires par le Prix d'Introduction.

La somme des montants visés aux paragraphes (a) et (d) ci-dessus est diminuée du montant des Frais et Garanties pour déterminer les Encaissements.

"Cession Majoritaire" désigne la cession par les Obligataires de valeurs mobilières à la suite de laquelle les Obligataires cessent de détenir plus de 50 % du Capital Dilué de la Société.

"Cession Minoritaire" désigne la ou les cessions par les Obligataires de valeurs mobilières de la Société à la suite desquelles les Investisseurs continuent de détenir plus de 50 % du Capital Dilué de la Société.

"Prix par Action" désigne le prix par action convenu à l'occasion de la Cession Majoritaire, calculé avant mise en œuvre de tout mécanisme d'ajustement (engagement de non conversion d'OC par les Obligataires et exercice de BSA par le Manager)

"Frais et Garanties" désigne :

(a) tous les frais et dépenses (banque, conseil, avocats, comptables, etc.) supportés ou engagés par les Obligataires au titre des Cessions Minoritaires, de la Cession Majoritaire et/ou de l'Introduction ;

(b) le montant maximum devant être acquitté par les Obligataires au titre de tout engagement et garantie accordés par les Investisseurs relativement à une ou plusieurs Cessions Minoritaires et/ou à la Cession Majoritaire, sous réserve des obligations de reversement si tout ou partie des engagements et garanties ne donnent pas lieu à paiement par les Investisseurs.

"Prix d'introduction" désigne :

(a) en cas d'Introduction au moyen d'un placement garanti ou d'offre à prix minimal, le prix minimum garanti ou le prix minimal de cession ;

(b) dans les autres cas d'Introduction, le prix envisagé pour l'Introduction, tel que notifié par la Société vingt-et-un jours au moins avant l'Introduction.

"Date de Calcul" désigne la date à laquelle le TRI de Sortie est calculé, à savoir :

(a) dans le cas d'une Cession Majoritaire, la date de transfert de propriété stipulée dans le contrat de cession ou la date de conclusion du contrat de cession si aucune date n'a été fixée pour le transfert de propriété ;

(b) dans le cas d'une Introduction, la date fixée par la Société pour l'Introduction après conversion de la totalité des OC.

Le TRI de Sortie est un TRI déterminé avant prise en compte des conséquences sur ledit TRI de la mise en œuvre de tout mécanisme d'ajustement (engagement de non conversion d'OC par les Obligataires et exercice de BSA par le Manager).

GROUPE LAROSA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2.326.624 €
Siège social : Z.I. des Eaux Blanches
34200 SETE

RCS SETE 490 491 677

MONTANT ET MODALITES DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE – 28 FEVRIER 2007

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 28 Février 2007, il est procédé à la souscription, du 1er au 8 mars 2007, d'une augmentation de capital d'un montant de 100.000 €uros par l'émission de 100.000 actions nouvelles ordinaires à bons de souscription d'actions ordinaires dits BSA -à raison d'un bon de souscription d'actions ordinaires par action ordinaire émise- (ci-après désignées les « ABSA »). Les 100.000 ABSA d'une valeur nominale de un €uros chacune, sont émises au pair, soit au prix de un €uro par action et sont intégralement réservées à Monsieur M Jean-Luc Rumeau. Les 100.000 bons sont émis à titre gratuit. Les actions et les bons attachés sont à libérer en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, lors de la souscription, en totalité.

Les versements provenant des souscriptions seront reçus au siège social et déposés à la BANQUE

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné : Monsieur Jean-Luc Rumeau, domicilié 445, Chemin des Pins - 34170 CASTELNAU LE LEZ

bénéficiaire du droit à la souscription des 100.000 actions nouvelles ordinaires à bons de souscription d'actions ordinaires émis par l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2007 :

- Déclare souscrire à CENT MILLE (100.000) actions nouvelles ordinaires à bons de souscription d'actions ordinaires dits BSA et à CENT MILLE (100.000) bons

attachés auxdites actions,

- Libère le montant exigible de ma souscription, soit la somme de 100.000 euros, en totalité en numéraire, par le versement d'une somme en numéraire de 100.000 euros,
- Reconnais qu'une copie sur papier libre du présent bulletin m'a été remise,

Fait à Castelnau le Lez
Le 6 MARS 2007

Jean-Luc Rumeau

Bon pour souscription de 100.000 (cent mille) actions de 100.000 (cent mille bons)

La signature doit être précédée de la mention manuscrite : «Bon pour souscription de CENT MILLE (en toutes lettres) actions et de CENT MILLE bons (en toutes lettres)».

JEAN Luc RUMEAU
445 , Chemin des Pins
34170 CASTELNAU LE LEZ

CRCA MIDI
AGENCE CASTELNAU LE LEZ

Castelnau le lez le 6 Mars 2007,

Madame, Monsieur,

Par le débit de mon compte n° 15600459000 , je vous prie de bien vouloir virer :

- La somme de 100.000 euros (cent mille euros)
- Au profit de SA GROUPE LAROSA, compte augmentation de capital , compte n° 97018015000 ouvert auprès de la CRCA MIDI Agence entreprises.
- Motif : Augmentation de capital réservée suivant AGE du 28 février 2007.
- Valeur jour

Remerciements anticipés

JL RUMEAU

CRÉDIT AGRICOLE DU MIDI
Agence de CASTELNAU-LE-LEZ
9, Rue Aristide Briand
34170 CASTELNAU-LE-LEZ
Tél. 0 892 892 000
Fax: 04 67 63 76 10

Fait à jour 6/03/07.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Midi - Maurin - 34977 Lattes cedex
Société Coopérative à Capital et Personnel variables - 393 649 686 R.C.S. Montpellier - Adresse Internet : www.ca-midi.fr

VIREMENT INTERNE GUICHET

N° Opération 000420706555280

Numéro de compte	Libellé d'opérations	Détail	Montants
15600459000	MR JEAN-LUC RUMEAU VIREMENT INTERNE GUICHET COMPTE A CREDITER : 97018015000 SA GROUPE LAROSA MOTIF : aug capital age28022007		**100 000,00 €**

Nom et Visa de l'Agent	Nom et Signature du Client
CATHERINE SABLIER M2208	MR JEAN-LUC RUMEAU

Date et Heure : 06/03/2007 09:25

Bureau :

CASTELNAU LE LEZ

CRÉDIT AGRICOLE DU MIDI

Réf. 5300101 - 01/04

MERKO DELTA PRINT 43703

GROUPE LAROSA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2.326.624 €
Siège social : Z.I. des Eaux Blanches
34200 SETE

RCS SETE 490 491 677

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU DIRECTOIRE DU 7 MARS 2007

Certifié conforme

L'an deux mille sept,
Le sept mars,
A quatorze heures,

Le Directoire de la Société **GROUPE LAROSA**, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 2.326.624 €, s'est réuni au siège social, sur convocation verbale de son Président.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion sont présents :

- Monsieur Jean-Luc RUMEAU,
- Monsieur Pierre LAROSA.

La réunion est présidée par Monsieur Jean-Luc RUMEAU en sa qualité de Président du Directoire.

Le Président constate que tous les membres du directoire sont présents, qu'en conséquence, le Directoire peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Directoire est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et de la modification corrélative des statuts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président rappelle que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 28 février 2007 a décidé d'augmenter le capital social de 100.000 € pour le porter de 2.326.624 € à 2.426.624 €, par l'émission de 100.000 actions nouvelles ordinaires à bons de souscription d'actions ordinaires dits BSA -à raison d'un bon de souscription d'actions

ordinaires par action ordinaire émise- (ci-après désignées les « ABSA »), de un euro chacune, émises au pair, à libérer en espèces lors de la souscription, en totalité.

Les actions nouvelles seraient créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital. Elles seraient complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire précitée a, sur les rapports du Directoire et du Commissaire aux Comptes, supprimé le droit préférentiel de souscription des actionnaires et réservé la souscription de ces actions à bons de souscription d'actions en intégralité à Monsieur Jean-Luc Rumeau.

Les souscriptions seraient recueillies jusqu'au 8 mars 2007 inclus.

Le Président expose ensuite que la souscription des 100.000 actions ordinaires à bon de souscription d'actions ainsi que les 100.000 bons attachés auxdites actions ont été libérés en totalité au moyen de versements en espèces, et les fonds en provenant ont été déposés à la Banque CREDIT AGRICOLE DU MIDI, Agence Montpellier Entreprise, CS 79506, 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 qui a délivré le certificat de dépôt prévu par la loi le 6 mars 2007.

Le Président présente au membre du Directoire, qui les examine, les pièces justificatives de ces déclarations et en conséquence, invite le Directoire à constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital sus-visée et de la modification corrélative des statuts en vertu de l'autorisation expresse accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire le 28 février 2007.

Après avoir pris connaissance de ces documents, et en avoir délibéré, le Directoire, à l'unanimité, adopte les résolutions suivantes :

1. Le Directoire, après examen des pièces présentées, constate que l'augmentation du capital social de 100.000 €, par l'émission de 100.000 actions nouvelles à bon de souscription d'action de un euro chacune, émises au pair, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2007, est devenue définitive à la date du certificat de dépôt des fonds, soit le 6 mars 2007 ;

2. Le Directoire constate qu'à la même date les modifications apportées aux articles 6 et 7 des statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2007 sont devenues définitives ;

Le Directoire donne tous pouvoirs à son Président ou à toute personne qu'il se substituerait pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du Directoire présents.

GROUPE LAROSA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2.426.624 €uros

Siège Social : Z.I des Eaux Blanches
34200 SETE

RCS SETE B 490 491 677

"

STATUTS
A jour au 28 février 2007

Certifié conforme

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est de forme anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Elle ne fait pas appel public à l'épargne.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les articles L.225-57 à L.225-93 du Code de Commerce ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- la prise, la gestion et la vente de toute participation dans toutes sociétés ;

- la prestation de tous services utiles aux entreprises ;

le tout directement ou indirectement, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés en participation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : GROUPE LAROSA.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme à directoire et conseil de surveillance" ou des initiales "S.A.", de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, du numéro et du lieu d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Z.I. des Eaux Blanches – 34200 SETE.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil de surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil de surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme en numéraire de 37.000 € intégralement libérée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juin 2006 a augmenté le capital social de 2.289.624 €, qui ont été libérés à concurrence de 2.088.000 € par des apports en numéraire et à concurrence de 201.624 € par des apports en nature.

L'Assemblée générale Extraordinaire en date du 28 février 2007 a augmenté le capital social de 100.000 €uros libérés en totalité par des apports en numéraire.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS QUATRE CENT VINGT SIX MILLE SIX CENT VINGT QUATRE EURO (2.426.624 €).

Il est divisé en 2.426.624 actions de un euro chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Directoire, est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'Assemblée Générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

8.2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum

légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

8.3 - Le capital social pourra être amorti en application des articles L.225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Directoire, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 11 – OPERATIONS SUR LES TITRES DE CAPITAL OU LES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

1. Location. Les actions peuvent être données en location dans les conditions prévues par les articles L. 239-1 et suivants du Code du commerce.

2. Cession. La cession des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

La transmission à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des titres sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

3. Cession. Conditions.

Toutes cessions de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris au profit d'un tiers étranger à la société, sont libres.

4. Transmission. Les transmissions de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital par voie de succession ou en cas de liquidation du régime matrimonial sont libres.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

12.2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

12.3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

13.1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

13.2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales. Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

TITRE III

ADMINISTRATION, DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - DIRECTOIRE

14.1 - La Société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de surveillance.

Le Directoire est composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, nommés par le Conseil de surveillance.

Les membres du Directoire sont nommés pour une durée de six ans expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé membre du Directoire s'il est âgé de plus de soixante dix ans. Le membre du Directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil de surveillance.

Le Conseil de surveillance détermine la rémunération des membres du Directoire et confère à l'un d'eux la qualité de Président.

14.2 - Les membres du Directoire se réunissent aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président ou de la moitié de ses membres, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ; ils peuvent être convoqués par tous moyens, même verbalement.

Le Président du Directoire préside les séances et nomme un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. Pour la validité des délibérations, la présence de deux au moins des membres est nécessaire.

Les décisions doivent être prises à la majorité des membres présents, le vote par procuration étant interdit. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU DIRECTOIRE

15.1 - Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou

qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

15.2 - Toutefois, à titre de mesure interne et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le Directoire ne pourra, sans l'autorisation préalable du Conseil de surveillance effectuer les opérations suivantes :

- décider l'acquisition ou la cession d'actif immobilier ou d'actif immobilisé incorporel assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- décider l'acquisition, la cession ou l'apport de fonds de commerce ;
- décider la prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- décider la création ou la cession de filiales ;
- décider la modification de la participation de la société dans ses filiales ;
- autoriser les cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;
- décider l'adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société ;
- et d'une manière générale effectuer toutes opérations non prévues dans le budget annuel soumis au Conseil de surveillance et approuvé par celui-ci.

15.3 - Le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du Directoire qui portent alors le titre de Directeur Général.

Les actes engageant la Société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président du Directoire ou de l'un des Directeurs Généraux ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à cet effet.

15.4 - Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente au Conseil de surveillance un rapport sur la marche des affaires sociales. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, le Directoire présente au Conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés.

ARTICLE 16 - CONSEIL DE SURVEILLANCE

16.1 - Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix huit au plus.

Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, parmi ses membres. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Aucun membre du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire.

Dans la limite du tiers des membres en fonction, les membres du Conseil de surveillance peuvent bénéficier d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de trois ans pour les premiers membres nommés dans les statuts et de six ans en cas de nomination par l'Assemblée Générale ; elle expire à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Le nombre des membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante quinze ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du Conseil de surveillance en fonction.

Chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire de une action. Si, au jour de sa nomination, un membre du Conseil de surveillance n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

Le Conseil de surveillance élit parmi ses membres un Président et un Vice Président, personnes physiques, qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil de surveillance. Le Conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

16.2 - Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

La convocation est faite par tous moyens, et même verbalement. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Tout membre du Conseil peut donner, par lettre ou par télégramme, mandat à un autre membre de le représenter à une séance du Conseil.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des opérations. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représentés disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

ARTICLE 17 -POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire.

Il nomme les membres du Directoire, en désigne le Président et, éventuellement, les Directeurs Généraux. Il propose à l'assemblée générale leur révocation et fixe leur rémunération.

Il convoque l'assemblée générale des actionnaires, à défaut de convocation par le Directoire.

Il examine et approuve le budget annuel préparé et présenté par le Directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN MEMBRE DU DIRECTOIRE OU DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

18.1 - Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée. Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le Conseil de surveillance dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil de surveillance donne avis aux Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale.

18.2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de surveillance autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales membres du Conseil de surveillance. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus, ainsi qu'à toute personne interposée.

18.3 - Les dispositions du 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil de surveillance. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi. Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la loi, les Commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par la loi. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les Commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés à la réunion du Directoire qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute réunion du Conseil de surveillance.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 20 - ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

ARTICLE 21 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Directoire, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 22 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 23 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

ARTICLE 24 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 25 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou en son absence par le vice-président ou par un membre du Conseil spécialement délégué dans les fonctions de Président. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquieme des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 27 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 28 – ASSEMBLEES SPECIALES

Les Assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté à distance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote, et dont il est envisagé de modifier les droits.

L'Assemblée spéciale statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Le premier exercice social sera clos le 30 septembre 2006.

ARTICLE 28 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Directoire établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 31 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Directoire.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 32 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement de l'Assemblée Générale, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la société les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes peuvent produire des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que déterminent l'Assemblée Générale. Les intérêts sont portés en frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie après avis donné par écrit un mois à l'avance.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la société au moins un mois à l'avance.

TITRE VI

PERTES GRAVES - TRANSFORMATION DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 33 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Directoire est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

- La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

- La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

- La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

- La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 35 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Directoire doit provoquer une réunion de la collectivité des actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre les actionnaires, le Directoire, ou les membres du Conseil de surveillance et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts mis à jour par l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 février 2007.